



JUSTICE FISCALE

Le gouvernement cherche 60 milliards. Voici donc 6 propositions à 60 milliards :

- Taxer les superprofits
- Lutter contre l'évasion fiscale
- Restaurer l'ISF
- Taxer les superhéritages
- Supprimer les niches fiscales inutiles
- Imposition progressive des revenus financiers



PRISE D'OTAGE

Les États ont les moyens d'agir qu'ils veulent bien se donner. L'affaire Pavel Durov a démontré que l'État français était capable de mettre la pression sur un riche magnat des réseaux, avec une procédure un poil tirée par les cheveux, pour arriver à ses fins : obtenir une collaboration judiciaire de la part du tycoon libertarien des réseaux qui s'y refusait jusqu'alors. Sans vouloir encourager les tendances illibérales de l'État français (saint Habeas Corpus, priez pour nous), on se dit qu'un État voulant vraiment lutter contre l'évasion et la fraude fiscale pourrait facilement se donner des marges de manœuvres, légales.

DOUBLE JEU

Le nouveau numéro 1 de la Drfip 44 se veut volontiers rassurant et se met en scène comme étant à l'écoute des agent·e·s. Il reconnaît que notre administration a été bien bouleversée ces dernières années (un tabassage dans le tambour d'une machine à laver comme dirait l'autre) et que même en haut, à Bercy, on prend en compte un certain besoin de pause. Sauf commande impromptue des politiques, bien évidemment. Et pourtant, nous allons vite voir les limites de cette reconnaissance de notre besoin de souffler. Déssectorisation des SIP, refonte de la chaîne métier des professionnels avec une réflexion

sur le positionnement des PCE, chantiers immobiliers pour rendre des m² à la Politique Immobilière de l'État, les axes de travail retenus pour les prochaines années ressemblent étrangement à un nouveau coup de pied dans la fourmilière !

C'EST QUOI L'AUSTÉRITÉ ?

Bercy annonce un plan d'austérité de 60 milliards d'euros. 20 milliards de hausses d'impôts et 40 milliards de baisses de dépenses.

→ C'est l'équivalent de 2% du PIB.

→ C'est l'équivalent du plan d'austérité grec de mars 2010.

→ C'est l'assurance d'une récession en 2025.

Et Michel Barnier évite soigneusement d'évoquer la question du point d'indice ce qui laisse entendre un gel durable de nos rémunérations. La question se pose également de la reconduction de la GIPA. Quant aux retraité·e·s, la question ne se pose plus avec l'annonce d'un décalage de la revalorisation des pensions de six mois ! Seul·e·s les smicard·e·s se verront octroyer un maigre cadeau avec une indexation sur l'inflation « anticipée de deux mois », soit 2 % au premier novembre : champagne pour nos jeunes C et B débutants !

[La CGT demande le retour du système d'échelle mobile salaires-prix supprimé en 1983.](#)

ÇA VA FORCÉMENT ALLER MIEUX

Le recul des services publics est un irritant justifié dans la population et a, depuis longtemps, été identifié comme un facteur de vote pour l'extrême droite. Eh bien les coupes budgétaires continuent de frapper de plein fouet le maillage territorial. Vendredi dernier on apprenait que l'enveloppe pour le contrat de présence postale territoriale allait être amputé de 50 millions sur un total de 177 millions d'€ ! Cette contribution de l'État détermine les contours de la mission de service public de [La Poste](#) dans ses 17 000 antennes en France. C'est une compensation financière qui garantit le maillage territorial postal. Sachant que la SA La Poste est déjà engagée depuis des années dans un vaste plan de restructuration entraînant la fermeture de centaines de bureaux, cela va sans aucun doute accélérer le mouvement. Rassurez-vous, on pourra toujours aller acheter un timbre chez le débitant de tabac en même temps qu'on ira payer ses dettes fiscales...